



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1996/75
24 novembre 1995

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-deuxième session
Point 13 de l'ordre du jour provisoire

ETAT DES PACTES INTERNATIONAUX RELATIFS AUX DROITS DE L'HOMME

Rapport du Secrétaire général

1. Par sa résolution 2200 A (XXI) du 16 décembre 1966, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
2. Les deux Pactes et le Protocole facultatif ont été ouverts à la signature à New York le 19 décembre 1966. Conformément à leurs dispositions respectives 1/, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels est entré en vigueur le 3 janvier 1976, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur le 23 mars 1976 et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ayant reçu le nombre de ratifications ou d'adhésions requis, est entré en vigueur en même temps que ce dernier, le 23 mars 1976.
3. Par sa résolution 44/128 du 15 décembre 1989, l'Assemblée générale a adopté et ouvert à la signature, à la ratification et à l'adhésion le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort, et a invité tous les gouvernements qui étaient en mesure de le faire à envisager de signer et de ratifier le deuxième Protocole facultatif ou d'y adhérer.
4. Le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques est entré en vigueur le 11 juillet 1991, trois mois après la date du dépôt auprès du Secrétaire général du dixième instrument de ratification ou d'adhésion 2/.

5. Dans sa résolution 1995/22 du 24 février 1995, la Commission des droits de l'homme a notamment demandé instamment à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait de devenir parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'adhérer aux Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que de faire la déclaration prévue à l'article 41 de ce dernier Pacte, a invité le Secrétaire général à intensifier les efforts systématiques qui sont accomplis afin d'encourager les Etats à devenir parties aux Pactes et, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, à fournir les services dont les Etats qui ne sont pas parties aux Pactes pourraient demander à bénéficier, pour les aider à ratifier ces instruments ou à y adhérer, a encouragé les Etats parties qui ont formulé des réserves au sujet des dispositions des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme à les reconsidérer périodiquement en vue de les retirer, a souligné à l'intention des Etats parties qu'il importe d'éviter d'affaiblir les droits de l'homme par des dérogations, et a rappelé avec insistance la nécessité de respecter strictement les conditions et les procédures de dérogation fixées dans l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ainsi que la nécessité, pour les Etats parties, de fournir en temps voulu, également en période de danger exceptionnel, des informations complètes, afin qu'il soit possible de déterminer dans quelle mesure les dispositions prises en l'occurrence sont justifiées et appropriées. La Commission a aussi prié instamment les Etats parties de s'acquitter dans les délais de l'obligation de présenter des rapports qui leur incombe en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme et de tenir dûment compte, dans l'application des dispositions des Pactes, des observations faites à l'issue de l'examen de leurs rapports par le Comité des droits de l'homme et par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels. Elle a également prié le Secrétaire général de fournir au Comité des droits de l'homme et au Comité des droits économiques, sociaux et culturels des moyens supplémentaires pour leur permettre de s'acquitter efficacement et dans les délais de leur charge croissante de travail. Elle a prié en outre le Secrétaire général de lui présenter, lors de sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'état des Pactes internationaux et des Protocoles facultatifs se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, y compris toutes les réserves et déclarations 3/.

6. Au 1er novembre 1995, 133 Etats avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels ou y avaient adhéré; 131 Etats avaient ratifié le Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré; 86 Etats avaient ratifié le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou y avaient adhéré; et 29 Etats avaient ratifié le deuxième Protocole facultatif se rapportant audit Pacte ou y avaient adhéré.

7. Lors de la ratification du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ou ultérieurement, 45 Etats ont fait la déclaration visée à l'article 41 du Pacte, par laquelle ils reconnaissent la compétence du Comité des droits de l'homme institué en application de l'article 28 dudit Pacte pour recevoir et examiner les communications dans lesquelles un Etat partie prétend

qu'un autre Etat partie ne s'acquitte pas de ses obligations au titre du Pacte. Les dispositions de l'article 41 sont entrées en vigueur le 28 mars 1979 conformément au paragraphe 2 de cet article.

8. On trouvera dans les annexes I et II du présent document la liste des Etats parties aux Pactes et aux Protocoles facultatifs ainsi que les dates de la ratification, de l'adhésion ou de la succession et les dates d'entrée en vigueur de ces instruments pour chaque Etat.

1/ Article 27 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, article 49 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et article 9 du Protocole facultatif.

2/ Article 8 du deuxième Protocole facultatif.

3/ Pour le texte des réserves, déclarations, notifications et objections concernant le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, voir le document E/C.12/1993/3; pour le texte des réserves, notifications et objections concernant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux Protocoles facultatifs s'y rapportant, voir le document CCPR/C/2/Rev.4.

Annexe IETATS PARTIES AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES,
SOCIAUX ET CULTURELS : SITUATION AU 1er NOVEMBRE 1995 (133)

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Afghanistan	24 janvier 1983 <u>a/</u>	24 avril 1983
Albanie	4 octobre 1991 <u>a/</u>	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	3 janvier 1976
Angola	10 janvier 1992 <u>a/</u>	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie	13 septembre 1993	13 décembre 1993
Australie	10 décembre 1975	10 mars 1976
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 <u>a/</u>	13 novembre 1992
Barbade	5 janvier 1973 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Bélarus	12 novembre 1973	3 janvier 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Bénin	12 mars 1992 <u>a/</u>	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 <u>a/</u>	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er septembre 1993 <u>b/</u>	6 mars 1992
Brésil	24 janvier 1992 <u>a/</u>	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	3 janvier 1976
Burundi	9 mai 1990 <u>a/</u>	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 <u>a/</u>	26 août 1992

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Cameroun	27 juin 1984 <u>a/</u>	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 <u>a/</u>	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 <u>a/</u>	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	3 janvier 1976
Chine*		
Chypre	2 avril 1969	3 janvier 1976
Colombie	29 octobre 1969	3 janvier 1976
Congo	5 octobre 1983 <u>a/</u>	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	3 janvier 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 <u>a/</u>	26 juin 1992
Croatie	8 octobre 1991 <u>b/</u>	8 octobre 1991
Danemark	6 janvier 1972	3 janvier 1976
Dominique	17 juin 1993 <u>a/</u>	17 septembre 1993
Egypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980

* A la suite de l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971 concernant le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine à l'Organisation des Nations Unies, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine, par une note adressée au Secrétaire général, reçue le 29 septembre 1972 a déclaré :

"1. En ce qui concerne les traités multilatéraux que l'ancien Gouvernement chinois a signés ou ratifiés ou auxquels il a adhéré avant la création de la République populaire de Chine, mon gouvernement en examinera les dispositions avant de décider, en fonction des circonstances, s'il convient ou non de les reconnaître.

2. A compter du 1er octobre 1949, date à laquelle la République populaire de Chine a été créée, la clique de Tchang Kai-Chek n'avait plus du tout le droit de représenter la Chine. La signature ou la ratification par lui de tout traité multilatéral ou son adhésion à tout traité multilatéral en usurpant le nom de la Chine sont illégales, nulles et non avenues. Mon gouvernement examinera ces traités multilatéraux avant de décider, en fonction des circonstances, s'il convient ou non d'y adhérer."

Les listes figurant aux annexes I et II ne comprennent donc pas la signature apposée sur les Pactes internationaux ainsi que sur le Protocole facultatif, le 5 octobre 1967, au nom de la "République de Chine".

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Equateur	6 mars 1969	3 janvier 1976
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 <u>a/</u>	21 janvier 1992
Ethiopie	11 juin 1993 <u>a/</u>	11 septembre 1993
Ex-République yougoslave de Macédoine	18 janvier 1994 <u>b/</u>	17 septembre 1991
Fédération de Russie	16 octobre 1973	3 janvier 1976
Finlande	19 août 1975	3 janvier 1976
France	4 novembre 1980 <u>a/</u>	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 <u>a/</u>	21 avril 1983
Gambie	29 décembre 1978 <u>a/</u>	29 mars 1979
Géorgie	3 mai 1994 <u>a/</u>	3 août 1994
Grèce	16 mai 1985 <u>a/</u>	16 août 1985
Grenade	6 septembre 1991 <u>a/</u>	6 décembre 1991
Guatemala	19 mai 1988 <u>a/</u>	19 août 1988
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée-Bissau	2 juillet 1992 <u>a/</u>	2 octobre 1992
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 <u>a/</u>	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	17 mai 1977
Honduras	17 février 1981 <u>a/</u>	17 mai 1981
Hongrie	17 janvier 1974	3 janvier 1976
Iles Salomon	17 mars 1982 <u>b/</u>	17 mars 1982
Inde	10 avril 1979 <u>a/</u>	10 juillet 1979
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	3 janvier 1976
Iraq	25 janvier 1971	3 janvier 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	3 janvier 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	3 janvier 1976
Kenya	1er mai 1972 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994	7 janvier 1995
Lesotho	9 septembre 1992 <u>a/</u>	9 décembre 1992

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Lettonie	14 avril 1992 <u>a/</u>	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Lituanie	20 novembre 1991 <u>a/</u>	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	22 septembre 1971 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Malawi	22 décembre 1993 <u>a/</u>	22 mars 1994
Mali	16 juillet 1974 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Malte	13 septembre 1990	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Mexique	23 mars 1981 <u>a/</u>	23 juin 1981
Mongolie	18 novembre 1974	3 janvier 1976
Namibie	22 décembre 1993 <u>a/</u>	22 mars 1994
Népal	14 mai 1991 <u>a/</u>	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 <u>a/</u>	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 <u>a/</u>	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 <u>a/</u>	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	3 janvier 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979
Ouganda	21 janvier 1987 <u>a/</u>	21 avril 1987
Ouzbékistan	28 septembre 1995	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 juin 1992 <u>a/</u>	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	7 juin 1974	3 janvier 1976
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	31 juillet 1978	31 octobre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 <u>a/</u>	3 janvier 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 <u>a/</u>	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 <u>a/</u>	10 juillet 1990
République de Moldova	26 janvier 1993 <u>a/</u>	26 avril 1993
République dominicaine	4 janvier 1978 <u>a/</u>	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 <u>a/</u>	14 décembre 1981

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
République tchèque	22 février 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 <u>a/</u>	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	3 janvier 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976
Rwanda	16 avril 1975 <u>a/</u>	3 janvier 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 <u>a/</u>	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-Grenadines	9 novembre 1981 <u>a/</u>	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 <u>a/</u>	5 août 1992
Slovaquie	28 mai 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 <u>a/</u>	6 juillet 1992
Somalie	24 janvier 1990 <u>a/</u>	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 <u>a/</u>	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 <u>a/</u>	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	3 janvier 1976
Suisse	18 juin 1992 <u>a/</u>	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 <u>a/</u>	28 mars 1977
Tchad	9 juin 1995 <u>a/</u>	9 septembre 1995
Togo	24 mai 1984 <u>a/</u>	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	8 décembre 1978 <u>a/</u>	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	3 janvier 1976
Ukraine	12 novembre 1973	3 janvier 1976
Uruguay	1er avril 1970	3 janvier 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 <u>a/</u>	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 <u>a/</u>	9 mai 1987
Yougoslavie	2 juin 1971	3 janvier 1976
Zaïre	1er novembre 1976 <u>a/</u>	1er février 1977
Zambie	10 avril 1984 <u>a/</u>	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 <u>a/</u>	13 août 1991

Annexe II

ETATS PARTIES AU PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS CIVILS
 ET POLITIQUES ET AUX PROTOCOLES FACULTATIFS, ET ETATS QUI ONT
 FAIT LA DECLARATION PREVUE A L'ARTICLE 41 DU PACTE

SITUATION AU 1er NOVEMBRE 1995

A. Etats parties au Pacte international relatif aux droits
 civils et politiques (131)

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Afghanistan	24 janvier 1983 <u>a/</u>	24 avril 1983
Albanie	4 octobre 1991 <u>a/</u>	4 janvier 1992
Algérie	12 septembre 1989	12 décembre 1989
Allemagne	17 décembre 1973	23 mars 1976
Angola	10 janvier 1992 <u>a/</u>	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	13 août 1980	13 novembre 1980
Autriche	10 septembre 1978	10 décembre 1978
Azerbaïdjan	13 août 1992 <u>a/</u>	13 novembre 1992
Barbade	5 janvier 1973 <u>a/</u>	23 mars 1976
Bélarus	12 novembre 1973	23 mars 1976
Belgique	21 avril 1983	21 juillet 1983
Bénin	12 mars 1992 <u>a/</u>	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 <u>a/</u>	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er septembre 1993 <u>b/</u>	6 mars 1992
Brésil	24 janvier 1992 <u>a/</u>	24 avril 1992
Bulgarie	21 septembre 1970	23 mars 1976
Burundi	9 mai 1990 <u>a/</u>	9 août 1990
Cambodge	26 mai 1992 <u>a/</u>	26 août 1992
Cameroun	27 juin 1984 <u>a/</u>	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 <u>a/</u>	19 août 1976
Cap-Vert	6 août 1993 <u>a/</u>	6 novembre 1993
Chili	10 février 1972	23 mars 1976
Chypre	2 avril 1969	23 mars 1976
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 <u>a/</u>	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Côte d'Ivoire	26 mars 1992 <u>a/</u>	26 juin 1992
Croatie	8 octobre 1991 <u>b/</u>	8 octobre 1991

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
Dominique	17 juin 1993 <u>a/</u>	17 septembre 1993
Egypte	14 janvier 1982	14 avril 1982
El Salvador	30 novembre 1979	29 février 1980
Equateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	27 avril 1977	27 juillet 1977
Estonie	21 octobre 1991 <u>a/</u>	21 janvier 1992
Etats-Unis d'Amérique	8 juin 1992	8 septembre 1992
Ethiopie	11 juin 1993 <u>a/</u>	11 septembre 1993
Ex-République yougoslave de Macédoine	18 janvier 1994 <u>b/</u>	17 septembre 1991
Fédération de Russie	16 octobre 1973	23 mars 1976
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	4 novembre 1980 <u>a/</u>	4 février 1981
Gabon	21 janvier 1983 <u>a/</u>	21 avril 1983
Gambie	22 mars 1979 <u>a/</u>	22 juin 1979
Géorgie	3 mai 1994 <u>a/</u>	3 août 1994
Grenade	6 septembre 1991 <u>a/</u>	6 décembre 1991
Guatemala	6 mai 1992 <u>a/</u>	5 août 1992
Guinée	24 janvier 1978	24 avril 1978
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 <u>a/</u>	25 décembre 1987
Guyana	15 février 1977	15 mai 1977
Haïti	6 février 1991 <u>a/</u>	6 mai 1991
Hongrie	17 janvier 1974	23 mars 1976
Inde	10 avril 1979 <u>a/</u>	10 juillet 1979
Iran (République islamique d')	24 juin 1975	23 mars 1976
Iraq	25 janvier 1971	23 mars 1976
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979	22 novembre 1979
Israël	3 octobre 1991 <u>a/</u>	3 janvier 1992
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	15 mai 1970 <u>a/</u>	23 mars 1976
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Japon	21 juin 1979	21 septembre 1979
Jordanie	28 mai 1975	23 mars 1976
Kenya	1er mai 1972 <u>a/</u>	23 mars 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994 <u>a/</u>	7 janvier 1995
Lesotho	9 septembre 1992 <u>a/</u>	9 décembre 1992
Lettonie	14 avril 1992 <u>a/</u>	14 juillet 1992
Liban	3 novembre 1972 <u>a/</u>	23 mars 1976
Lituanie	20 novembre 1991 <u>a/</u>	20 février 1992

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Luxembourg	18 août 1983	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malawi	22 décembre 1993 <u>a/</u>	22 mars 1994
Mali	16 juillet 1974 <u>a/</u>	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 <u>a/</u>	13 décembre 1990
Maroc	3 mai 1979	3 août 1979
Maurice	12 décembre 1973 <u>a/</u>	23 mars 1976
Mexique	23 mars 1981 <u>a/</u>	23 juin 1981
Mongolie	18 novembre 1974	23 mars 1976
Mozambique	21 juillet 1993 <u>a/</u>	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 <u>a/</u>	28 février 1995
Népal	14 mai 1991	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 <u>a/</u>	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 <u>a/</u>	7 juin 1986
Nigéria	29 juillet 1993 <u>a/</u>	29 octobre 1993
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	28 mars 1979
Ouzbékistan	28 septembre 1995 <u>a/</u>	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 juin 1992 <u>a/</u>	10 septembre 1992
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	28 avril 1978	28 juillet 1978
Philippines	23 octobre 1986	23 janvier 1987
Pologne	18 mars 1977	18 juin 1977
Portugal	15 juin 1978	15 septembre 1978
République arabe syrienne	21 avril 1969 <u>a/</u>	23 mars 1976
République centrafricaine	8 mai 1981 <u>a/</u>	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 <u>a/</u>	10 juillet 1990
République de Moldova	26 janvier 1993 <u>a/</u>	26 avril 1993
République dominicaine	4 janvier 1978 <u>a/</u>	4 avril 1978
République populaire démocratique de Corée	14 septembre 1981 <u>a/</u>	14 décembre 1981
République tchèque	22 février 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
République-Unie de Tanzanie	11 juin 1976 <u>a/</u>	11 septembre 1976
Roumanie	9 décembre 1974	23 mars 1976
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	20 août 1976

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Rwanda	16 avril 1975 <u>a/</u>	23 mars 1976
Saint-Marin	18 octobre 1985 <u>a/</u>	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-Grenadines	9 novembre 1981 <u>a/</u>	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 <u>a/</u>	5 août 1992
Slovaquie	28 mai 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
Slovénie	6 juillet 1992 <u>b/</u>	6 juillet 1992
Somalie	24 janvier 1990 <u>a/</u>	24 avril 1990
Soudan	18 mars 1986 <u>a/</u>	18 juin 1986
Sri Lanka	11 juin 1980 <u>a/</u>	11 septembre 1980
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suisse	18 juin 1992 <u>a/</u>	18 septembre 1992
Suriname	28 décembre 1976 <u>a/</u>	28 mars 1977
Tchad	9 juin 1995 <u>a/</u>	9 septembre 1995
Togo	24 mai 1984 <u>a/</u>	24 août 1984
Trinité-et-Tobago	21 décembre 1978 <u>a/</u>	21 mars 1979
Tunisie	18 mars 1969	23 mars 1976
Ukraine	12 novembre 1973	23 mars 1976
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Viet Nam	24 septembre 1982 <u>a/</u>	24 décembre 1982
Yémen	9 février 1987 <u>a/</u>	9 mai 1987
Yougoslavie	2 juin 1971	23 mars 1976
Zaïre	1er novembre 1976 <u>a/</u>	1er février 1977
Zambie	10 avril 1984 <u>a/</u>	10 juillet 1984
Zimbabwe	13 mai 1991 <u>a/</u>	13 août 1991

B. Etats qui ont fait la déclaration prévue
à l'article 41 du Pacte (45)

<u>Etat partie</u>	<u>Validité</u>	
	<u>A compter du</u>	<u>jusqu'au</u>
Algérie	12 septembre 1989	Indéterminé
Allemagne	28 mars 1979	27 mars 1996
Argentine	8 août 1986	Indéterminé
Australie	28 janvier 1993	Indéterminé
Autriche	10 septembre 1978	Indéterminé

<u>Etat partie</u>	<u>Validité</u>	
	<u>A compter du</u>	<u>jusqu'au</u>
Bélarus	30 septembre 1992	Indéterminé
Belgique	5 mars 1987	Indéterminé
Bosnie-Herzégovine	6 mars 1992	Indéterminé
Bulgarie	12 mai 1993	Indéterminé
Canada	29 octobre 1979	Indéterminé
Chili	11 mars 1990	Indéterminé
Congo	7 juillet 1989	Indéterminé
Croatie	12 octobre 1995	Indéterminé
Danemark	23 mars 1976	Indéterminé
Equateur	24 août 1984	Indéterminé
Espagne	25 janvier 1985	25 janvier 1993
Etats-Unis d'Amérique	8 septembre 1992	Indéterminé
Fédération de Russie	1er octobre 1991	Indéterminé
Finlande	19 août 1975	Indéterminé
Gambie	9 juin 1988	Indéterminé
Guyana	10 mai 1993	Indéterminé
Hongrie	7 septembre 1988	Indéterminé
Irlande	8 décembre 1989	Indéterminé
Islande	22 août 1979	Indéterminé
Italie	15 septembre 1978	Indéterminé
Luxembourg	18 août 1983	Indéterminé
Malte	13 septembre 1990	Indéterminé
Nouvelle-Zélande	28 décembre 1978	Indéterminé
Norvège	23 mars 1976	Indéterminé
Pays-Bas	11 décembre 1978	Indéterminé
Pérou	9 avril 1984	Indéterminé
Philippines	23 octobre 1986	Indéterminé
Pologne	25 septembre 1990	Indéterminé
République de Corée	10 avril 1990	Indéterminé
République tchèque	1er janvier 1993	Indéterminé
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20 mai 1976	Indéterminé
Sénégal	5 janvier 1981	Indéterminé
Slovaquie	1er janvier 1993	Indéterminé
Slovénie	25 juin 1991	Indéterminé
Sri Lanka	11 juin 1980	Indéterminé
Suède	23 mars 1976	Indéterminé
Suisse	18 septembre 1992	18 septembre 1997
Tunisie	24 juin 1993	Indéterminé
Ukraine	28 juillet 1992	Indéterminé
Zimbabwe	20 août 1991	Indéterminé

C. Etats parties au premier Protocole facultatif (86)

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Algérie	12 septembre 1989 <u>a/</u>	12 décembre 1990
Allemagne	25 août 1993	25 novembre 1993
Angola	10 janvier 1992 <u>a/</u>	10 avril 1992
Argentine	8 août 1986 <u>a/</u>	8 novembre 1986
Arménie	23 juin 1993	23 septembre 1993
Australie	25 septembre 1991 <u>a/</u>	25 décembre 1991
Autriche	10 décembre 1987	10 mars 1988
Barbade	5 janvier 1973 <u>a/</u>	23 mars 1976
Bélarus	30 septembre 1992 <u>a/</u>	30 décembre 1992
Belgique	17 mai 1994	17 août 1994
Bénin	12 mars 1992 <u>a/</u>	12 juin 1992
Bolivie	12 août 1982 <u>a/</u>	12 novembre 1982
Bosnie-Herzégovine	1er mars 1995	1er juin 1995
Bulgarie	26 mars 1992 <u>a/</u>	26 juin 1992
Cameroun	27 juin 1984 <u>a/</u>	27 septembre 1984
Canada	19 mai 1976 <u>a/</u>	19 août 1976
Chili	28 mai 1992 <u>a/</u>	28 août 1992
Chypre	15 avril 1992	15 juillet 1992
Colombie	29 octobre 1969	23 mars 1976
Congo	5 octobre 1983 <u>a/</u>	5 janvier 1984
Costa Rica	29 novembre 1968	23 mars 1976
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	6 janvier 1972	23 mars 1976
El Salvador	6 juin 1995	6 septembre 1995
Equateur	6 mars 1969	23 mars 1976
Espagne	25 janvier 1985 <u>a/</u>	25 avril 1985
Estonie	21 octobre 1991 <u>a/</u>	21 janvier 1992
Ex-République yougoslave de Macédoine	12 décembre 1994 <u>a/</u>	12 mars 1995
Fédération de Russie	1er octobre 1991 <u>a/</u>	1er janvier 1992
Finlande	19 août 1975	23 mars 1976
France	17 février 1984 <u>a/</u>	17 mai 1984
Gambie	9 juin 1988 <u>a/</u>	9 septembre 1988
Géorgie	3 mai 1994 <u>a/</u>	3 août 1994
Guinée	17 juin 1993	17 septembre 1993
Guinée équatoriale	25 septembre 1987 <u>a/</u>	25 décembre 1987

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Guyana	10 mai 1993 <u>a/</u>	10 août 1993
Hongrie	7 septembre 1988 <u>a/</u>	7 décembre 1988
Irlande	8 décembre 1989	8 mars 1990
Islande	22 août 1979 <u>a/</u>	22 novembre 1979
Italie	15 septembre 1978	15 décembre 1978
Jamahiriya arabe libyenne	16 mai 1989 <u>a/</u>	16 août 1989
Jamaïque	3 octobre 1975	23 mars 1976
Kirghizistan	7 octobre 1994 <u>a/</u>	7 janvier 1995
Lettonie	22 juin 1994	22 septembre 1994
Lituanie	20 novembre 1991 <u>a/</u>	20 février 1992
Luxembourg	18 août 1983 <u>a/</u>	18 novembre 1983
Madagascar	21 juin 1971	23 mars 1976
Malte	13 septembre 1990 <u>a/</u>	13 décembre 1990
Maurice	12 décembre 1973 <u>a/</u>	23 mars 1976
Mongolie	16 avril 1991 <u>a/</u>	16 juillet 1991
Namibie	28 novembre 1994 <u>a/</u>	28 février 1995
Népal	14 mai 1991 <u>a/</u>	14 août 1991
Nicaragua	12 mars 1980 <u>a/</u>	12 juin 1980
Niger	7 mars 1986 <u>a/</u>	7 juin 1986
Norvège	13 septembre 1972	23 mars 1976
Nouvelle-Zélande	26 mai 1989 <u>a/</u>	26 août 1989
Ouzbékistan	28 septembre 1995 <u>a/</u>	28 décembre 1995
Panama	8 mars 1977	8 juin 1977
Paraguay	10 janvier 1995	10 avril 1995
Pays-Bas	11 décembre 1978	11 mars 1979
Pérou	3 octobre 1980	3 janvier 1981
Philippines	22 août 1989 <u>a/</u>	22 novembre 1989
Pologne	7 novembre 1991 <u>a/</u>	7 février 1992
Portugal	3 mai 1983	3 août 1983
République centrafricaine	8 mai 1981 <u>a/</u>	8 août 1981
République de Corée	10 avril 1990 <u>a/</u>	10 juillet 1990
République dominicaine	4 janvier 1978 <u>a/</u>	4 avril 1978
République tchèque	22 février 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
Roumanie	20 juillet 1993 <u>a/</u>	20 octobre 1993
Saint-Marin	18 octobre 1985 <u>a/</u>	18 janvier 1986
Saint-Vincent-et-Grenadines	9 novembre 1981 <u>a/</u>	9 février 1982
Sénégal	13 février 1978	13 mai 1978
Seychelles	5 mai 1992 <u>a/</u>	5 août 1992
Slovaquie	28 mai 1993 <u>b/</u>	1er janvier 1993
Slovénie	16 juillet 1993 <u>a/</u>	16 octobre 1993

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Somalie	24 janvier 1990 <u>a/</u>	24 avril 1990
Suède	6 décembre 1971	23 mars 1976
Suriname	28 décembre 1976 <u>a/</u>	28 mars 1977
Tchad	9 juin 1995 <u>a/</u>	9 septembre 1995
Togo	30 mars 1988 <u>a/</u>	30 juin 1988
Trinité-et-Tobago	14 novembre 1980 <u>a/</u>	14 février 1981
Ukraine	25 juillet 1991 <u>a/</u>	25 octobre 1991
Uruguay	1er avril 1970	23 mars 1976
Venezuela	10 mai 1978	10 août 1978
Zaïre	1er novembre 1976 <u>a/</u>	1er février 1977
Zambie	10 avril 1984 <u>a/</u>	10 juillet 1984

D. Etats parties au deuxième Protocole facultatif
visant à abolir la peine de mort (29)

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification ou d'adhésion a/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Allemagne	18 août 1992	18 novembre 1992
Australie	2 octobre 1990 <u>a/</u>	11 juillet 1991
Autriche	2 mars 1993	2 juin 1993
Croatie	12 octobre 1995	12 janvier 1996
Danemark	24 février 1994	24 mai 1994
Equateur	23 février 1993 <u>a/</u>	23 mai 1993
Espagne	11 avril 1991	11 juillet 1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	26 janvier 1995 <u>a/</u>	26 avril 1995
Finlande	4 avril 1991	11 juillet 1991
Hongrie	24 février 1994	24 mai 1994
Irlande	18 juin 1993 <u>a/</u>	18 septembre 1993
Islande	2 avril 1991	11 juillet 1991
Italie	14 février 1995	14 mai 1995
Luxembourg	12 février 1992	12 mai 1992
Malte	29 décembre 1994	29 mars 1995
Mozambique	21 juillet 1993 <u>a/</u>	21 octobre 1993
Namibie	28 novembre 1994 <u>a/</u>	28 février 1995
Norvège	5 septembre 1991	5 décembre 1991
Nouvelle-Zélande	22 février 1990	11 juillet 1991
Panama	21 janvier 1993 <u>a/</u>	21 avril 1993

<u>Etat partie</u>	<u>Date de réception de l'instrument de ratification, d'adhésion a/ ou de succession b/</u>	<u>Date d'entrée en vigueur</u>
Pays-Bas	27 février 1991	11 juillet 1991
Portugal	17 octobre 1990	11 juillet 1991
Roumanie	27 février 1991	11 juillet 1991
Seychelles	15 décembre 1994 <u>a/</u>	15 mars 1995
Slovénie	10 mars 1994	10 juin 1994
Suède	11 mai 1990	11 juillet 1991
Suisse	16 juin 1994 <u>a/</u>	16 septembre 1994
Uruguay	21 janvier 1993	21 avril 1993
Venezuela	22 février 1993	22 mai 1993
